



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CEMR
Poissy

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahou présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahou. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent

conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Alerte enfumage

Stellantis a annoncé un « profit warning » pour 2024 avec un free cash flow négatif compris entre 5 et 10 milliards d'euros. Si le plongeon du cours de bourse a ému les milieux boursiers, d'affaires et la presse pour les salariés cela va être la dégringolade pour les primes de participation / intéressement et SAIP basées sur ce « flux de trésorerie », une belle arnaque : socialisation des pertes, privatisation des profits par les plus gros actionnaires. Stellantis a fait près de 65 milliards d'euros de profits depuis 2019, de l'argent il y en a pour une augmentation générale des salaires pour tous de 400 euros net par mois.

Pas touche à nos congés

Pour ne pas provisionner nos congés dans ses comptes « plombés » la direction nous demande maintenant de poser 5 jours de congés (RTT ou CA) d'ici la fin de l'année. Pas question nos congés nous appartiennent on choisira quand on les prendra !

Batterie à plat mais poches patronale pleines

La moitié de la production de l'usine de batterie ACC de Douvrin (qui appartient à Stellantis, Mercedes et Total) part à la poubelle pour cause de qualité. ACC a mis en pause la construction de deux giga-usines de batteries en Italie et en Allemagne. En Suède, le fabriquant de batterie Northvolt (dont Volkswagen est 1er actionnaire) va supprimer 1 600 emplois (25 % de ses effectifs) car les commandes sont faibles. Les batteries c'était l'avenir pour reclasser les ouvriers disaient les patrons. On constate surtout qu'ils ont touché des milliards de subventions pour monter des usines de batteries qui n'assurent rien de stable.

Les Dumarey dans la rue !

Samedi 28/09, plusieurs centaines de manifestants ont défilé à l'appel des syndicats de Dumarey (ex-General Motors, ex-Punch Powerglide) pour protester contre les licenciements et le risque de fermeture du site. Les salariés de Dumarey sont lâchés par leur principal client ZF qui va lui-même licencier près de 14 000 salariés en Allemagne.

Des délégations syndicales de toute la région étaient présentes de l'automobile et au delà : cheminots, Constellium, Messier Bugatti, PSA, THK et Novares (menacé de fermeture aussi). Les salariés de Dumarey ont annoncé qu'ils n'allaient pas se laisser faire, et ont appelé l'ensemble des

salariés de la filière à converger le 17 octobre au salon de l'Auto à Paris : « Sans nous pas de bagnoles ! »

Rassemblement au salon de l'Auto le 17 octobre !

Un rassemblement est appelé le 17 octobre au salon de l'Auto. Depuis des semaines, la liste des sous-traitants qui ferment, licencient ou suppriment des postes s'allonge et des constructeurs comme Stellantis en France ou Volkswagen en Allemagne menacent plusieurs usines en Europe. Si on reste isolé, entreprise par entreprise, ce sera plus difficile. Au contraire si nous nous coordonnons avec d'autres, de Stellantis, MA France ou Valeo, nous aurons plus de chances d'imposer le rapport de force apte à faire stopper les fermetures et licenciements !

Barnier : une déclaration de guerre au monde du travail

Dans son discours de politique générale devant l'Assemblée, Barnier a insisté sur la « dette colossale » qu'il prétend vouloir réduire – mais bien sûr sans préciser qu'elle est due en grande partie aux centaines de milliards versés chaque année au patronat.

Avant d'annoncer la couleur : couper massivement dans les budgets des services publics et en réduire le personnel, au nom de la lutte contre « l'illusion du tout gratuit » et de la « chasse aux fraudes ». Une nouvelle dégradation de grande ampleur est donc programmée dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports et de la protection sociale. Les collectivités territoriales sont particulièrement visées. La réforme des retraites ne sera pas annulée, tout au plus « aménagée ». Le gouvernement a même osé la provocation de proposer le report de six mois de l'augmentation légale des pensions de retraite. Quant à l'effort qui sera, paraît-il, prescrit aux plus riches et aux grandes entreprises, il reste dans le flou. Tout porte à croire que cet « effort », s'il est bien demandé, ne sera que symbolique. Mais Barnier, secondé par son ministre de l'Intérieur, Retailleau, n'a pas manqué de proclamer le renforcement du « contrôle de l'immigration » cher à l'extrême droite : haro sur les migrants et les travailleurs immigrés.

Le gouvernement présente son programme anti-ouvrier au service du patronat, à nous, travailleuses et travailleurs, d'élaborer notre plan de lutte pour défendre nos acquis et gagner nos revendications.